

RDC : l'opposition se dote d'une nouvelle direction

@rib News, 03/03/2017 - Source AFP - La majeure partie de l'opposition congolaise est dotée d'une nouvelle direction après le décès de son chef Etienne Tshisekedi en vue de relancer les discussions sur l'application de l'accord de cogestion de la République démocratique du Congo signé avec le pouvoir, a-t-on appris vendredi. "La restructuration est opérationnelle, les neuf plates-formes qui composent le Rassemblement ont désigné Félix Tshisekedi (photo, fils du opposant décédé) comme président du Rassemblement et Pierre Lumbi comme président du comité des sages", a déclaré à l'AFP le député d'opposition Delly Sessanga.

"Le président du Rassemblement représente et engage la coalition auprès des tiers alors que le président du comité des sages assumera, dans le cadre de la mise en application de l'accord du 31 décembre, les fonctions du président du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA)" qu'occupait M. Tshisekedi avant son décès, a expliqué M. Sessanga. "Certaines ambitions sont offusquées", a reconnu M. Sessanga, faisant allusion à trois responsables de petits partis du "Rassemblement" qui n'ont pas accepté cette restructuration, en quittant la réunion. A l'Union pour la démocratie progressiste social (UDPS), le parti-phare du Rassemblement, un responsable a déclaré à l'AFP sous le couvert de l'anonymat que "cette restructuration est la conséquence de la naïveté et du manque d'expérience politique de Félix Tshisekedi", sans toutefois la remettre en cause. Emblématique et populaire, M. Tshisekedi est entré en dissidence contre le régime de Mobutu en 1980, avant de s'opposer à ses successeurs, Laurent-Désiré Kabila (1997-2001), puis son fils Joseph Kabila. Son décès le 1er février, puis les tergiversations, ont bloqué l'application de l'accord de cogestion conclu le 31 décembre sous l'égide de l'Épiscopat de la RDC entre le pouvoir et l'opposition après le maintien au pouvoir de Joseph Kabila, qui la Constitution interdit de se représenter. Pour bloquer les discussions, M. Kabila, par l'intermédiaire des évêques catholiques, a demandé au Rassemblement de choisir un remplaçant à M. Tshisekedi. Le dernier devra lui présenter ensuite trois candidats pour le poste de Premier ministre, fonction qui revient à l'opposition dans le cadre de l'accord. Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila (2011-2015), Pierre Lumbi est l'un des sept frondeurs du Groupe de sept partis (G7) qui avaient quitté la majorité en septembre 2015 pour dénoncer les manœuvres du chef de l'Etat à s'accrocher au pouvoir.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});